

Rencontrer Macron ou l'affronter et le vaincre par la grève générale ?

Les grèves et les manifestations du 7 mars (3 millions au total) ont montré, une fois de plus, que la classe ouvrière rejette massivement le projet de loi de Macron contre les retraites. Mais le gouvernement ne recule pas d'un pouce. Il attend que le parlement achève de papoter sur son texte, que les exactions stupides des casseurs (dits black blocs) dégoutent les plus naïfs, que le mouvement reste impuissant faute de grève générale.

Des grèves ou la grève ?

Macron et Borne peuvent rester tranquilles : au soir de la 6^e journée d'action, les chefs de « l'intersyndicale » décident de faire du sur place. Ils décrètent une 7^e journée d'action, le samedi 11 mars, pour éviter la grève. Et cela se poursuit par une nouvelle journée de « grèves » (au pluriel) mercredi 15 mars, quand les députés et sénateurs se rencontrent.

Les « grèves reconductibles » appelées par des responsables CGT, SUD, FO dans quelques sites n'inquiètent guère plus le gouvernement. Les chefs confédéraux disent en quelque sorte : allez-y mais tous seuls ! Alors que la classe ouvrière est majoritaire dans la société, alors que la majorité des travailleurs est opposée à la nouvelle attaque contre les retraites, les bureaucrates dispersent et divisent sciemment. Ils reçoivent l'aide de leurs adjoints politiques (PCF, LFI, PS, LO, deux NPA, deux POI, RP, UCL, PRCF et PCRF...) qui soutiennent « des grèves » mais pas la grève totale jusqu'au retrait et jusqu'à la défaite de Macron, la grève générale.

La succession des journées d'action décrétées par les dirigeants confédéraux et les grèves reconductibles décrétées par quelques dirigeants fédéraux sont les deux faces de la même médaille, le refus du combat centralisé de toute la classe ouvrière contre le gouvernement.

Aller supplier à l'Élysée ?

Désormais, Berger, Martinez, etc. supplient le président de les recevoir.

Monsieur le Président, Le projet de réforme des retraites que vous avez souhaité engager est actuellement débattu au Parlement. De nombreux échanges ont eu lieu avec les partenaires sociaux pendant la phase d'élaboration du projet de loi... Pour nos organisations, l'absence de réponse constitue un grave problème démocratique, il conduit inévitablement à une situation qui pourrait devenir explosive. Dans l'urgence de ce moment, et la gravité de ses conséquences, les organisations syndicales constituant l'intersyndicale expriment, ensemble, la demande de vous rencontrer. Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération et de notre profond attachement

aux valeurs de la République. (CFDT-CGT-SUD-FO-FSU-..., 7 mars)

Les « valeurs de la République » bourgeoise ont toujours été compatibles avec l'exploitation du plus grand nombre et l'enrichissement sans travail de la minorité, avec des pensions réduites pour les moins qualifiés et les femmes travailleuses.



Les « valeurs de la République » bourgeoise remettent les décisions au président élu et aux députés élus. Les chefs confédéraux respectent hautement l'Assemblée à majorité Renaissance-LR. Le projet de loi poursuit tranquillement son chemin parlementaire et le gouvernement est assuré de son adoption dans le cadre des « valeurs de la République », d'une manière ou d'une autre, y compris par le 49.3, au 26 mars, dernier délai.

Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur lucide ne peut croire un seul moment que ce sont des arguments de Berger et Martinez qui vont, soudain,

persuader Macron d'abandonner son projet de loi !

Éviter une situation explosive ?

En réalité, les dirigeants de toutes les confédérations remettent la décision dans les mains de Macron. Ils le font pour les mêmes raisons qu'ils avaient appelé à voter pour lui au second tour de l'élection présidentielle). Ils le font pour les mêmes raisons qu'ils siègent toujours au Conseil d'orientation des retraites et qu'ils ont accepté « les échanges pendant la phase d'élaboration du projet de loi ».

En réalité, les dirigeants de toutes les confédérations, par des « journées d'action », par des « grèves reconductibles », par leur supplique à Macron, bouchent la voie à la grève générale, à la grève tous ensemble, en même temps, jusqu'au retrait total du projet de loi, « une situation qui pourrait devenir explosive ».

Le temps presse

Ce que les chefs syndicaux redoutent, c'est précisément ce qui est nécessaire. Évidemment qu'il faut que la situation devienne explosive pour vaincre Macron ! Il faut la grève, tous ensemble, en même temps, jusqu'au retrait total du projet de Macron. Ainsi, s'ouvrira la possibilité de gagner sur les revendications.

Il faut déborder les appareils syndicaux. Au plus vite, il faut que monte, dans les assemblées générales, dans les syndicats, dans la rue, l'exigence : Martinez et compagnie, appelez immédiatement à la grève générale jusqu'au retrait !

9 mars 2023